

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Après l'Europe et les Révolutionnaires, nous engageons maintenant le débat sur la possibilité ou non de changer le PCF, au moment où ce parti prépare son 23^e congrès. Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraires au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

23^e CONGRES DU PCF : QUEL CHANGEMENT ?

Le point de vue d'un militant du PCF

«Il y a une lutte entre réformistes et révolutionnaires dans le parti»

► **Quels sont tes désaccords avec la direction du PCF ?**

— J'ai adhéré il y a douze ans au Parti communiste parce qu'il faut transformer la société, et que seul un parti révolutionnaire de masse est à même de le faire. Je pensais que le PCF pouvait être cet instrument de transformation, et je le pense toujours. Cela dit, c'est vrai, je me considère comme un communiste critique, en ce sens que je crois que le parti tel qu'il est n'est pas l'instrument dont nous avons besoin. Au fond, il y a trois questions fondamentales.

Le 22^e congrès a supprimé l'objectif de la dictature du prolétariat, et c'est très grave parce que ça veut dire que le parti fait une analyse fautive de l'Etat. Ou bien il faut briser cet Etat, et alors la dictature ouvrière s'impose, ou bien on cherche à le prendre de l'intérieur, et alors, c'est vrai, le socialisme se résume à la présence de ministres communistes au gouvernement. Ce qui est peut-être encore plus grave, c'est que l'abandon de la dictature du prolétariat est passé comme une lettre à la poste. On pourra toujours dire que Marchais a annoncé cet abandon à la télévision, ou que le débat préparatoire au 22^e congrès a surtout porté sur l'immoralité. Il n'en reste pas moins que l'immense majorité des communistes est d'accord, et ça prouve qu'il y a une aculture politique totale dans le parti. Etre présent dans les luttes, c'est bien, mais ça sert à peu de choses si les

communistes ne maîtrisent pas l'outil théorique.

La deuxième chose qui motive mes désaccords, c'est ce qui s'est passé depuis la rupture de l'Union de la gauche. La direction avait peut-être de bonnes raisons de rompre l'union ; je ne crois pas, mais peut-être avait-elle ses raisons. Le drame, c'est que ça s'est fait sans aucune discussion, ni dans les cellules, ni au comité central d'après ce que je sais. Il n'y a donc pas de démocratie. En septembre 1977, et en mars, après la défaite, il n'y a jamais eu tant de monde aux réunions de cellule. On voulait savoir, on voulait discuter, et là, la direction a tout bloqué. Même en tenant compte des erreurs passées, je crois qu'on est passé à côté d'une chance historique : on pouvait ouvrir le débat, réfléchir sur notre politique, et faire en sorte que les communistes se réapproprient leur parti. C'est le contraire qui s'est passé : le refus de tout débat, les attaques contre les intellectuels, la mise à l'écart de ceux qui voulaient débattre, et en fin de compte, un recul très net. Des dizaines de milliers de communistes ne vont plus à leurs réunions de cellule, et d'autres sont partis. C'est toute la question du fonctionnement du parti qui se trouve posée, et qu'on retrouve avec la préparation du 23^e congrès. Un texte a été fourni. Tout le monde peut en discuter, et *L'Humanité* a même publié le point de vue de communistes critiques.

Mais qu'en sera-t-il du Congrès lui-même, qui décide de l'orientation ? A coup sûr, il adoptera les orientations de la direction, qui ne sont d'ailleurs pas forcément celles qui sont inscrites dans le projet de résolution. On a déjà vu ça au 21^e congrès. C'est le même processus, à la limite manipulatoire, qui se reproduit : les centaines de milliers de communistes ont le droit, et même le devoir de discuter. Mais d'une part, ils n'ont pas les moyens de le faire, parce que l'éducation politique est nulle dans le parti, et d'autre part, de toute façon, les décisions sont prises au niveau du bureau politique.

► **Dans ces conditions, pourquoi penses-tu qu'il est possible de transformer le PCF, pourquoi y restes-tu ?**

— C'est une question décisive. Je te dirai tout d'abord qu'il y a des tas de camarades qui sont partis, ou qui vont le faire après le 23^e congrès. Je pense qu'ils ont tort, même si je sais qu'on peut aujourd'hui être communiste en dehors du parti. Je vois les choses de la manière suivante : si on veut transformer la société, il faut un instrument capable de le faire. Le PCF peut être cet instrument, parce que c'est un parti de masse, qui a peut-être moins de 700 000 militants, mais qui en a beaucoup quand même. Il y a dans le PCF des milliers et des milliers d'ouvriers, et parmi les plus combattifs. Ce caractère de force politique, on ne le

retrouve pas par exemple dans les groupes d'extrême-gauche, même s'ils ont parfois de bonnes idées. Il faut donc transformer l'extraordinaire outil potentiel qui existe déjà, plutôt que de se remettre à en construire un autre. Ce qui, à mon avis, n'est pas possible du fait de la présence du PCF. Depuis un an, il s'est passé quelque chose d'extraordinaire : c'est que des communistes, en grand nombre, ce sont mis à critiquer le parti, à réfléchir par leurs propres moyens, à fournir des points de vue. C'est quelque chose qui n'existait pas auparavant. La direction ne peut plus exclure, même si elle cherche à se débarrasser des communistes critiques. Sans parler de fractions ou de tendances, il y a des militants qui ont fait connaître publiquement leur point de vue, et tout le monde peut en prendre connaissance. Il suffit de lire autre chose que *L'Humanité*. Au 22^e congrès, nous n'étions qu'une toute petite minorité à ne pas être d'accord avec les orientations prises, et quasiment personne, surtout en province, ne connaissait vraiment nos positions. Aujourd'hui, il y a des communistes critiques chez les étudiants, il y en a près de 2 000 qui ont signé un texte l'année dernière, il y a des bouquins qui sortent, et qui sont lus, il y a des débats qui sont organisés, etc. Je dis tout ça pour montrer qu'il y a une évolution sans précédent. Concrètement, quand tu es dans une cellule, et que tu n'es pas d'accord avec la direc-

tion, tu as deux solutions : ou bien t'en aller, ou bien rester, expliquer tes positions, et convaincre d'autres camarades. Et ça marche. Il y a un mouvement en profondeur. C'est un premier pas. Au fond, il y a dans le parti comme dans la société une lutte de classe, une lutte entre réformistes et révolutionnaires. Il y a des révolutionnaires dans le parti, même si tous ceux qui critiquent ne sont pas révolutionnaires. Depuis un an, le courant révolutionnaire s'est renforcé dans le parti. C'est un premier pas. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est agir pour que ce courant révolutionnaire agisse dans l'expression de la ligne. C'est possible, et je prends un exemple : la direction a lancé l'idée de l'union à la base. Je crois que dans son esprit, ça correspond à un repli sectaire, un peu comme lors de la tactique classe contre classe. Mais nous, militants, on peut en faire autre chose. L'union à la base, ça veut être l'unité des communistes, des socialistes, des gauchistes, de tous ceux qui veulent réellement lutter contre la bourgeoisie. De cette pratique peut naître une alternative politique, qui manque en ce moment.

Transformer la société est une tâche énorme, et longue, puisqu'on essaie depuis 60 ans. C'est pourtant possible, on le sait. Je pense qu'il en va de même pour le parti.

Y.L.
Chevilly-Larue

Le point de vue d'un ancien militant du PCF

«J'ai compris qu'il était impossible de changer le PCF de l'intérieur»

Sympathisant du PCF depuis février 1934, j'ai adhéré à ce parti en mars 1947 ; Je suis alors devenu un militant actif. C'est à la suite du 22^e congrès de ce parti, et de la suppression de la référence à la dictature du prolétariat que j'ai décidé de quitter le PCF.

Quand le PCF a voulu abandonner la dictature du prolétariat, nous n'avons eu aucune discussion sur ce sujet, ni dans ma cellule, ni à la réunion, ni à la conférence de section. C'est à la conférence fédérale qu'un vieux militant a posé le problème. On discutait depuis un moment de la question de la morale, des amendements avaient été déposés sur cette question, et la conférence fédérale avait rejeté le texte du comité central. Un vieux militant a posé la question : aujourd'hui on discute de morale ; demain, on va rejeter la dictature du prolétariat. A ce moment le secrétaire fédéral, membre du comité central, a affirmé : //

n'est pas question à ce congrès de supprimer la dictature du prolétariat. Si ça se faisait, ça serait au prochain congrès. Effectivement, la dictature du prolétariat est restée dans les statuts, puisque les délégués n'avaient pas été mandatés pour les changer. Mais cette réponse avait permis d'évacuer la discussion sur le fond du problème.

Après la première réunion du comité central issu du 22^e congrès, le secrétaire fédéral est venu faire un rapport devant des militants. Il nous a parlé du congrès qui avait admis le principe de la suppression de la dictature du prolétariat. Il nous a expliqué : «*Le parti a changé*». Je me suis dit alors : la dictature du prolétariat, c'est nécessaire pour faire la révolution, pour construire le socialisme. C'est là que j'ai commencé à me détacher plus largement du PCF, sur lequel je me posais déjà des questions.

Un autre point sur lequel

j'étais en désaccord, c'était le louchage du PCF dans ses alliances avec les socialistes. En 1965, nous avions soutenu Mitterrand comme candidat unique de la gauche. En 1974, ça a recommencé sans jamais que les cellules en aient discuté. C'est Georges Marchais qui a annoncé à la télévision et la radio, en 1974, que le PCF proposait Mitterrand comme candidat unique de la gauche. Bien des militants se posaient des questions : nous savions ce qu'étaient les socialistes qui ont toujours fait la politique de la bourgeoisie depuis la scission de la deuxième internationale. Et nous nous sommes trouvés à faire de la propagande pour le parti socialiste. La décision sur ce sujet a toujours été prise en haut, sans prendre l'avis de la base.

Et même aujourd'hui que le PCF attaque le PS, il continue d'expliquer qu'il faut faire l'unité avec lui : comment, dans ces conditions, le PCF peut-il se dire

encore communiste ? D'autant plus qu'aujourd'hui, dans les nouveaux statuts présentés au congrès, le PCF déclare qu'il n'y a plus besoin d'être matérialiste pour adhérer au PCF. Lorsque je suis entré au PCF en 1947, nous avions des réunions d'éducation, où on nous expliquait les bases du matérialisme dialectique. Aujourd'hui, n'importe qui peut entrer au PCF et avoir des responsabilités importantes sans avoir aucune éducation marxiste. C'est bien une preuve de plus de la dégénérescence révisionniste de ce parti.

Une dernière chose m'a aidé à ouvrir les yeux : la question des rapports avec l'URSS. Lors de mon adhésion au PCF, en 1947, on m'avait expliqué : un peuple en opprime un autre ne peut être lui-même un peuple libre. Aujourd'hui, le peuple érythréen en lutte pour son indépendance trouve face à lui des généraux soviétiques, des soldats cubains, équipés du matériel le plus mo-

derne. On a vu aussi comment les troupes vietnamiennes poussées par l'URSS ont envahi le Cambodge.

Si un peuple qui en opprime un autre ne peut être lui-même un peuple libre, peut-on dire alors que le peuple soviétique dirige la société soviétique ? Comment le document proposé au 22^e congrès du PCF peut-il affirmer que le bilan de l'Union soviétique est «*globalement positif*» ? Cela donne à réfléchir sur le type de société que voudraient instaurer les dirigeants du PCF.

C'est à partir de telles questions que j'ai choisi de quitter le PCF, quand j'ai compris qu'il était impossible de le changer de l'intérieur, qu'il était totalement sous la coupe d'une ligne révisionniste et que les militants en désaccord avec la direction ne voyaient pas leur point de vue pris en compte au niveau de la section.

A.L. Lorraine